

## Jean-Claude Mailly : « Le dialogue normal ne suffit pas »

Hostile au pacte budgétaire européen, le secrétaire général de FO réclame des mesures de soutien de la demande face au risque de récession

### Entretien

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, demande au gouvernement de faire davantage pour le pouvoir d'achat.

**Que vous inspire la stagnation de l'économie française depuis trois trimestres ?**

Nous sommes dans une situation de pré-récession, avec les conséquences que l'on sait en matière d'emploi. La politique menée au niveau européen enfonce l'économie dans la récession. Par exemple, si l'on fait le total des différents pays d'Europe, leur montant équivalait largement aux 120 milliards d'euros du plan de relance européen.

**Vous n'êtes pas convaincu par le pacte budgétaire européen ?**

Ce traité, par les contraintes qu'il impose et les sanctions automatiques qu'il prévoit, enfonce le clou de l'austérité. Nous allons nous adresser aux députés pour leur demander de ne pas le ratifier.

**Vous portez ce message depuis longtemps. N'est-ce pas un constat d'échec pour le syndicalisme européen ?**

C'est vrai, mais je ne dis pas que c'est un constat d'échec. Nous vivons une situation de crise inédite, et les choses ne sont pas faciles dans de nombreux pays. La Confédération européenne des syndicats (CES) a par ailleurs pris pour la première fois une position d'opposition par rapport au traité européen. **Comment jugez-vous les 100 premiers jours de M. Hollande ?**

Sur la méthode, c'est plus sain qu'auparavant. Nous avons un président qui préside et un gouvernement qui gouverne, qui prend ses responsabilités. Il y a une restauration d'un dialogue normal.

Mais cela ne suffit pas. Certes, dans le collectif budgétaire, il y a des mesures qui vont dans le bon sens, comme le rééquilibrage sur l'ISF, mais je crains que le projet de budget pour 2013 n'aille pas dans la même direction, avec notamment des réductions de la dépense publique.

Les lettres plafond prévoient des baisses d'effectifs dans de nombreux ministères. Le gouvernement s'est engagé à mener un audit de la Révision générale des politiques publiques [RGPP – non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite] mais, sans en attendre le résultat, il annonce des décisions.

**Etes-vous prêt à accepter la stabilisation des effectifs dans la fonction publique contre une modération salariale ?**

Non. Si, pour 2012, les jeux sont faits, avec un gel des rémunérations, nous attendons de voir pour 2013. Il y a une demande de pouvoir d'achat des fonctionnaires. **Les décisions sur le smic ou sur la création de 150 000 emplois d'avenir ne trouvent-elles pas grâce à vos yeux ?**

Sur le smic, c'est insuffisant. Quant aux emplois d'avenir, je ne veux pas qu'ils servent de période d'essai pour une embauche de jeune, afin de vérifier son potentiel avant un recrutement, ce qui reviendrait à un contrat première

embauche [CPE]. Il faut que, dès le départ, il y ait une formation avec ces contrats et qu'on ne les installe pas seulement pour dégonfler les statistiques du chômage. Pas question non plus qu'ils soient déversés dans l'administration alors que l'on va y supprimer des postes.

**Le principe des accords compétitivité-emploi, auquel vous êtes opposé, devrait être inclus dans la négociation en septembre. Qu'allez-vous faire ?**

Tout dépend de ce qui prime dans le document d'orientation [préalable à la négociation] que prépare le gouvernement. A l'issue de la conférence sociale, le premier ministre avait dit que la négociation compétitivité-emploi était terminée. La feuille de route publiée juste après était plus ambiguë et nous est restée en travers de la gorge. J'ai bien vu que M<sup>me</sup> Parisot avait menacé de ne pas négocier pour obtenir ce qu'elle souhaitait. Si le gouvernement lui donne satisfaction, je me poserai de mon côté la question de notre participation. Le salaire est la contrepartie



CHARLES PLATIAU/REUTERS

de la vente de la force de travail ; je refuse qu'il fluctue en fonction de la situation de l'entreprise.

**Comment éviter, alors, les plans sociaux qui se multiplient ?**

J'en ai assez des donneurs de leçons, qui disent que, pour sortir de la crise, il faut plus de flexibilité. Cela n'a pas empêché la Grèce et l'Espagne d'entrer en récession. En France, il y a déjà de la flexibilité, y compris depuis les 35 heures.

Le gouverneur de la banque de France [Christian Noyer] qui vit dans les salons de la BCE et veut

plus de flexibilité, ne doit pas se rendre compte de ce que c'est que de vivre au smic.

**Voyez-vous des mesures d'urgence qu'il faudrait prendre ?**

D'abord, il faut soutenir la demande interne. Ensuite, la mise en place de la banque publique d'investissement est une urgence, car les TPE-PME rencontrent trop de difficultés pour emprunter. Il faut aussi aller vite, pour empêcher les entreprises de fermer un site qu'elles pourraient revendre. Et l'allocation équivalent-retraite doit être rétablie. Tout cela suppose de sortir des clous budgétaires, mais il faut savoir ce que l'on veut. **L'automne risque d'être fort peu propice à un mouvement d'ampleur, non ?**

Il est difficile de dire ce qui va se passer dans les prochaines semaines. Nous sommes dans une phase où nous attendons que les choses soient éclaircies. Nous allons aussi réaffirmer nos positions. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ANNE EVENO  
ET JEAN-BAPTISTE CHASTAND